

CIBLE

Autocritique

Le blogueur Antidote a judicieusement commenté une information qui n'a pas fait la une des grands médias. Elle est pourtant significative : Martine Aubry s'est interrogée sur les bienfaits de la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel, naguère voulue par la droite et la gauche.

Les effets en tous points négatifs du quinquennat s'étaient sous nos yeux : le président de la République est devenu un super Premier ministre, la fonction arbitrale n'est plus exercée, le supposé président est en campagne permanente. L'égotisme et l'activisme de Nicolas Sarkozy n'ont fait qu'aggraver le processus, jusqu'au viol manifeste de la Constitution. Mais un président de gauche, à supposer qu'il dispose d'une majorité de députés en sa faveur, serait prisonnier de la même logique.

Il serait salutaire que Martine Aubry propose le retour au septennat. Elle pourrait aussi s'interroger sur son engagement en faveur du « traité constitutionnel » mué en traité de Lisbonne, sur sa défense et promotion de l'euro et sur le désastreux « tournant » de 1983. C'est après une autocritique générale qu'elle pourrait intéresser nombre de Français.

ENVIRONNEMENT

Quelle politique choisir ?

Anagni

**Le pape
et le roi**

p. 9

Angleterre

**Ces curieux
tories**

p. 5

Courrier

C'est vous qui le dites...

TOTALITARISME

Au-delà des représentations datées, le totalitarisme est plus que jamais d'actualité.

Dans son éditorial, *La guerre des oligarques* (Royaliste n° 963), Bertrand Renouvin se demande si nous n'assistons pas à l'émergence d'« un mode de pensée et d'organisation totalitaire ». Cette question n'est pas sans danger : « Le fascisme reste associé, dans l'imaginaire collectif, au folklore sinistre des uniformes, bannières et parades, aux camps de concentration : toute référence à cette idéologie, même assortie d'explications sur ses manifestations mutantes, est et restera marquée par ces souvenirs. N'embrouillons pas les esprits ! »

Au-delà de ces représentations datées, l'analyse philosophique des camps de concentration et d'extermination faite par Hannah Arendt permet de mieux comprendre le fonctionnement intemporel du totalitarisme : « Le problème est de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule ? liberté ? consisterait à ? conserver l'espèce ? ». Et Hannah Arendt de citer Adolf Hitler : « Une mouche pond des millions d'œuf, qui tous périssent. Mais les mouches demeurent. » Les camps sont « l'institution centrale du pouvoir totalitaire » dédiés à « la production massive de cadavres » où les individus, soit tombent comme des mouches, soit doivent leur survie provisoire

aux fonctions ingrates qu'on leur assigne. Les camps « dépossédaient l'individu de sa propre mort, prouvant que désormais rien ne lui appartenait et qu'il n'appartenait à personne. Sa mort ne faisait qu'entériner le fait qu'il n'avait jamais vraiment existé ».

L'irréalité concentrationnaire s'est aujourd'hui généralisée : « La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses contemporaines de leur superfluité sur une terre surpeuplée. » Travaille, consomme, meurt ! Tels sont les ordres que le Marché donne à ses esclaves qui doivent donc non seulement produire et se reproduire, mais aussi consommer les signes fallacieux de leur souveraineté perdue. Le totalitarisme s'installe partout où l'individu accepte d'être défini par ces seules fonctions. Comment y résister ? En cultivant au quotidien la gratuité qui échappe aux calculs du Marché : « Ceux qui aspirent à la domination totale doivent liquider toute spontanéité, telle que ne manquera pas de la faire surgir la simple existence de l'individualité ; ils doivent les traquer toutes deux jusque dans leurs formes les plus intimes, si apolitiques et inoffensives qu'elles puissent paraître. » Créez, jouez, aimez !

Gilles MONPLAISIR BURQA

Monsieur Lhôte, j'applaudirais volontiers à votre courrier publié dans le n°964 de *Royaliste*, d'autant plus que, pauvre provinciale, qui plus

est méridionale j'ai été quelquefois en butte à la condescendance de Parisiens, pas à la NAR, dois-je le préciser ?

Mais votre introduction ne passe pas. Pour vous la burqa pourrait être une mode "familiale et bénigne". Je résiste à l'envie d'employer l'argument *ad hominem*, car je me refuse de croire que les femmes de votre entourage, si *fashion victimes* soient-elles, méritent ce jugement implicite.

Vous reprochez à juste titre à une certaine élite son mépris pour les Français. Que dire de votre reproche pour les femmes ? Si c'est une simple boutade, elle est du plus mauvais goût, à moins que vous ne soyez prêt vous-même à adopter ce lin-cueil ambulant si la mode en était lancée !

J'espère que vous ne me traiterez pas de féministe raciste et franchouillarde, car, somme toute, ce que je prétends défendre ici, ce sont avant tout les malheureuses qui, dans certains pays risqueraient leur vie en ne suivant pas cette mode !

A.-M.V. (Gironde) ÉTHIOPIE

J'apprécie beaucoup depuis de nombreuses années vos *Brèves*. Ce sont des informations que l'on ne retrouve pas partout et qui nous relient à l'ensemble du monde et à l'ensemble de ceux qui partagent nos idées, notre cause.

Je me permets de vous signaler à propos de l'Éthiopie dans *Royaliste* n° 957, que le prince Zera Yacob Amha Sélessié n'est pas l'un des petits-neveux de l'empereur Hailé Sélessié mais le chef de la maison impériale. C'est en effet le fils du prince Asfa

Wossen lui-même prince impérial, aujourd'hui décédé, et qui fut l'empereur titulaire Amha Sélessié Ier.

G.C. (Bouches-du-Rhône)

COMPLIMENTS

A ma demande vous m'avez fait bénéficier d'un abonnement d'essai à votre journal.

Je m'aperçois qu'il est beaucoup plus axé sur la vie politique française (ce n'est évidemment pas un reproche !) que voué à la monarchie en général, aux mouvements monarchistes et aux monarchies à travers le monde (à part une petite colonne de brèves actualités).

Or je ne suis pas français (québécois) et les discussions des affaires politiques intérieures d'un autre pays ne m'intéressent pas assez pour justifier un abonnement à un journal national.

Mon manque d'intérêt n'implique aucune opinion négative quant aux qualités de votre journal et de votre royalisme républicain. Au contraire, j'aime assez qu'il illustre et démontre qu'être royaliste ou monarchiste n'est pas un anachronisme mais que c'est une manière fort inventive, loin des ornières et des rengaines politiques conventionnelles, de considérer les problèmes du jour et de demain.

F.A. (Canada)

ERRATA

Dans l'article *La vie en jaune* (*Royaliste* n° 966), une regrettable faute de frappe a fait attribuer au Roi-Soleil l'introduction de la pomme de terre en France. Il fallait bien entendu lire Louis XVI et non Louis XIV.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Du réalisme modal - Refusons le chantage ! - p.4 : Une profession délibérément rayée de la carte - p.5 : Nottling Hill - p.6/7 : Quelle politique choisir ? - p.8 : Le compagnon des Grands - p.9 : Anagni, hier et encore - p.10 : Jean Calvin - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Il n'y a pas de complot.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)

six mois (30 €)

un an (47 €)

soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Du réalisme modal

Si vous croyez que le colonel Sponz va vous fourguer, d'après quelques indices vaseux, la treizième thèse sur l'origine syldave du complot visant le couple Sarkozy, c'est que vous le prenez vraiment pour une brêle. Voici sa note secrète.

Bien entendu, je ne pouvais négliger aucune piste. Dès que la rumeur a commencé de circuler, j'ai sauté dans le premier avion de la Syldair pour Klow. Tous mes vieux amis des services syldaves ont été soigneusement traités à la Kwakskaiä, la divine liqueur qui délie les langues. Mais tous m'ont juré que leur gouvernement n'avait aucun intérêt à déstabiliser un homme qui se prend tout seul les pieds dans le tapis.

C'est dans le vol du retour que j'ai trouvé la solution de l'énigme grâce à une discrète notule, placée en bas de la dernière page (96) du numéro 38 de la revue *Philosophie magazine*, édition bordure (1), fidèlement traduite : « *Le réalisme modal, défendu par le philosophe américain David Lewis (1941-2001) dans son ouvrage **On the plurality of Worlds** (1986), se fonde sur la théorie des mondes possibles de Leibniz, en lui adjoignant une position ontologique très forte : il affirme que les mondes possibles sont tout aussi réels que notre monde actuel* ».

Dans le cas qui nous préoccupe, cette philosophie a une valeur explicative très forte.

Dans le monde actuel, on voit le patron de l'Élysée-Matignon faire une crise à propos d'une rumeur, convoquer sa police, ses journalistes, sa femme, ses conseillers et flanquer une trouille bleue à votre Sponz : s'il perd ses nerfs

pour un ragot, fera-t-il tirer par la troupe si des manifestants en colère s'approchent de son palais ?

Dans le monde possible de la gentille fée Carla i Tutti Quanti, de la méchante sorcière Rachidezza Datti, de Figaro-Gouaino et de Sarkonoquio, l'homme au nez qui s'allonge, il n'y a pas d'excursions extraconjugales, pas de complot des banques américaines, pas de médiances de Rachidezza, pas d'écoutes policières d'icelle. Il n'y a pas non plus de Première dame (il n'y a qu'à lire la Constitution pour s'en assurer) ni de président de la République (on n'imagine pas que l'arbitre élu au suffrage universel puisse empêcher le fonctionnement régulier des pouvoirs publics).

Dans le monde possible des médias, on voit de grands journaux consacrer leur une à Carla alors qu'il y a cent nouvelles plus importantes ce jour-là, on voit de puissants commentateurs commenter pendant des heures un néant d'informations et l'on vérifie que les médias et le milieu politique constituent un monde hermétiquement clos, bourré de substances hallucinogènes.

Colonel SPONZ

(1) Inimaginable il y a dix ans : une revue bordure proposée aux passagers de la compagnie syldave ! Preuve que l'Europe avance. À quand une monnaie unique ? Oh ! Pardon, M. Papandréou, je plaisante.

Refusons le chantage !

La bataille commence. Sur le fond, il faut détruire les arguments mille fois répétés mais ineptes des oligarques. Sur le front, il faut bloquer le gouvernement par la grève générale.

Depuis Michel Rocard, tous les gouvernements assènent les mêmes arguments : il n'y a plus assez de jeunes pour payer les retraites des vieux qui meurent de plus en plus tard ; bientôt, il n'y aura plus assez d'argent dans les caisses, donc les salariés vont devoir se serrer la ceinture pour sauver le système par répartition ; donc nous n'avons pas le choix et nous convions les syndicats à négocier quelques adoucissements aux sacrifices inévitables.

Tel est le chantage dont le peuple français est victime chaque fois qu'un gouvernement veut réformer notre système de retraites. Il faut d'autant plus refuser la fausse alternative (les sacrifices salutaires ou la mort du système) que la réforme des retraites est aujourd'hui conçue comme un *signal fort* adressé aux marchés – c'est-à-dire aux spéculateurs. C'est le sens de la déclaration faite par Alain Minc, conseiller de Nicolas Sarkozy, au *Figaro* du 4 janvier dernier : « *il faut jouer sur le niveau des pensions, sur leur indexation et sur la durée de cotisation. L'équation est simple, même si elle est politiquement difficile. Je pense qu'il est temps d'envoyer un signal très fort, et d'allonger la durée de cotisation, le cas échéant en prenant mieux en compte le facteur pénibilité. La réforme des retraites sera aussi un signe de sérieux adressé au monde entier* ».

Du sérieux dans l'enfumage, oui... Car l'argumentaire offi-

ciel n'est qu'une propagande grossière :

1/ Quant au rapport entre actifs et retraités, les prévisions catastrophiques de la fin du siècle dernier ont été démenties par les études récentes : le nombre des retraités va augmenter mais dans des proportions supportables et pour une durée limitée.

2/ La propagande gouvernementale suppose que les données actuelles ne changeront pas : fort taux de chômage et bas salaires. Une politique de plein emploi, d'inflation salariale et de forte croissance allégera en grande partie le financement des retraites.

3/ *Le poids du financement* n'est qu'une image trompeuse : la retraite des salariés est un salaire différé qui est dépensé de multiples manières qui favorisent l'activité économique : financement des études des enfants, de l'installation des jeunes couples, voyages etc. La plupart des retraités ne pas des grabataires (1).

Il faut bloquer au plus vite la politique de régression sociale conçue pour satisfaire les marchés. La CGT-Force ouvrière propose aux autres organisations syndicales de lancer un « *appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle* ». Dans le strict respect de l'indépendance syndicale, j'ose dire que c'est la bonne méthode.

Sylvie FERNOY

(1) Pour des répliques complètes, cf. l'analyse de Jean-Jacques Chavigné, *Démocratie & Socialisme*, 18 janvier 2010, et l'entretien accordé au *Monde* (23-3-2010) par Jacques Généreux.

Une profession délibérément rayée de la carte

Ce n'est pas un scoop : les producteurs laitiers sont au bord du gouffre. L'un d'entre eux l'a rappelé, le 25 janvier dernier, sur le plateau de TF 1⁽¹⁾, à l'homme qui, quelques mois plus tôt, à Poligny⁽²⁾, avait une énième fois⁽³⁾ promis aux agriculteurs qu'il n'était « pas question que la France laisse tomber son agriculture. »⁽⁴⁾

Un samedi après-midi, rencontre avec Jean-Luc, producteur laitier, dans sa ferme de 60 hectares. Pour 30 vaches laitières Montbéliardes, il a un quota laitier un peu au-dessus de la moyenne puisqu'il est de 190 000 litres. « Les quotas laitiers, précise-t-il, datent de 1984. Ils ont été instaurés par la CEE afin de maîtriser la production. Ce sont ces quotas, appelés à disparaître, dont on a entendu parler fin août et début septembre 2009 ». « La fixation du quota laitier, poursuit-il, est lié à la terre » (5). Pour augmenter son quota, un producteur doit acheter des terrains auxquels sont attachés des droits de production, droits qu'il peut voir s'amoindrir si, lors d'une campagne laitière (6), il ne produit pas ce qu'il lui est légalement possible de produire. Pour le dire autrement, s'il ne produit que 175 000 litres alors qu'il pouvait en produire 190 000, Jean-Luc verrait son quota perdre 25 000 litres.

Jean-Luc livre son lait à une fromagerie, spécialisée dans la production de Comté, sorte de coopérative de fabrication, qu'il appelle *fruitière*. Chacune de ses vaches produit, annuellement, entre 6 000 et 7 000 litres de lait. Leur alimentation est principalement composée de fourrage (7), sous forme de foin (8) et de regain (9). Le Comté est une

AOC dont le cahier des charges proscrit celle à base d'ensilage (10). C'est en raison de leur alimentation que les vaches à Comté, contrairement à celles nourries à l'ensilage, ne font pas de cirrhose du foie. En effet, leur nourriture n'étant pas constituée des céréales très sucrées qui composent l'ensilage, elles sont peu exposées à terminer comme certains vieux franc-comtois, un peu trop portés sur la *gnôle*... Par contre, elles produisent moins de lait que celles destinées à souffrir d'une maladie dégénérative du foie, et dont le lait est bu quotidiennement par des milliers d'enfants au petit déjeuner...

Comme s'il voulait les défendre, Jean-Luc me fait remarquer que si les agriculteurs recourent à l'ensilage, ce n'est pas parce que les laitières produisent alors plus de lait – payé moins cher –, mais parce qu'en produisant les céréales à ensilage, ils bénéficient de subventions de Bruxelles. C'est aussi parce que, lorsque l'on donne de l'ensilage, l'effort physique est moindre, la récolte et le stockage plus simples, les conditions de travail différentes.

Cela dit, Jean-Luc, avec un regard triste, aborde un problème qui le mine. Celui qui le conduit, en vue d'accroître une production de regain insuffisante, à détruire progressivement la terre qui le

fait vivre, en l'inondant, annuellement, de sept tonnes d'engrais, soit vingt kilos par hectare...

La visite tirant sur sa fin, Jean-Luc souligne que la production de lait exige beaucoup de travail. Cela veut dire commencer sa journée vers 6 h 30 et la terminer vers 20 h, 7 jours sur 7, 365 jours sur 365. Il consent à me révéler le montant de ses revenus mensuels : 1500 euros, pour sa femme et lui : « *Cela nous suffit pour vivre. Et puis cette vie, c'est pas la pire : on n'a pas de patron sur le dos toute la journée ; on s'arrête quand on veut pour casser la croûte, boire un café ; on a la satisfaction, contrairement à d'autres, de ne pas empoisonner la population, de perpétuer un beau métier.* »

Un beau métier ? Sans doute. Mais un métier que, de conseils agricoles en conseils agricoles, la droite française en acceptant la dérégulation de l'agriculture et en ne remettant pas en cause le principe communautaire d'une agriculture orientée par le marché, a délibérément choisi de rayer de la carte (11). Et cela, les discours, qu'ils soient plus ou moins beaux ou plus ou moins réchauffés, n'y changeront rien : les producteurs laitiers ont bel et bien fait l'objet d'un sacrifice.

Samuel BON

(1) Cf. l'article de Luc de Goustine, « *Paroles de Français... ou l'art de causer en rond* », *Royaliste*, n° 963, 8 février 2010, p. 2.

(2) Nicolas Sarkozy, « *Un nouvel avenir pour notre agriculture* », Poligny (Jura), mardi 27 octobre 2009

☞ http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=3042

(3) *Le petit journal* de Canal plus a révélé d'amusantes similitudes avec un autre discours du président, tenu le 19 février 2009 à Daumeray dans le Maine-et-Loire

☞ http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/10/28/nicolas-sarkozy-prononce-un-discours-copie-collé-sur-l-agriculture_1259980_823448.html

(4) Discours de Poligny.

(5) Cette liaison du quota à la terre est contrôlée par la DDA, administration de l'État central et non par les chambres d'agriculture.

(6) La campagne durant laquelle l'agriculteur est tenu de produire ses quotas, soit la période allant du 1^{er} avril d'une année au 30 mars de l'année suivante.

(7) Il existe différentes sortes de fourrage : le fourrage vert (brouté sur place ou coupé pour être mangé à l'étable) et le fourrage sec (récolté et séché pour être consommé ultérieurement). Dans tous les cas, on parle de plantes servant à la nourriture du bétail.

(8) Herbe des prairies, fauchée ou coupée, destinée à la nourriture du bétail.

(9) Herbe qui repousse dans une prairie après la première coupe.

(10) L'ensilage est une méthode de conservation de produits agricoles, plus particulièrement de certaines céréales comme le maïs, que l'on met en silos (généralement une excavation souterraine). Si le lait produit par des vaches nourries à l'ensilage est interdit pour la fabrication du Comté, c'est parce que son utilisation ne manquerait pas de faire gonfler, voire exploser, les tomes de Comté lors de la fermentation. En effet, un tel lait contient des bactéries, contre-indiquées, que ne contient pas le lait issu de vaches nourries au fourrage.

(11) Chéradénine Neper, « *Discours de Poligny : l'agriculture prise en otage par l'identité nationale* », Note de la Fondation Terra Nova, 31 octobre 2009, 5 pp

☞ http://www.tnova.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=1052

Notting Hill

Si la victoire annoncée des conservateurs aux élections du 6 mai en Grande-Bretagne n'est pas du vent, le phénomène Cameron, du nom du futur Premier ministre de Sa Majesté britannique pourrait donner un coup de neuf à l'Europe.

Entre français et anglais, les élèves apprennent à se méfier des faux amis. Notting Hill, contrairement aux apparences, n'est pas Neuilly ou Passy. L'ancien faubourg jamaïcain de Londres, où habite aujourd'hui l'élite dirigeante du parti conservateur, ressemblerait plutôt à certains quartiers neufs de l'Est parisien. L'aristocratie britannique aura toujours quelque chose de snob, de déjanté, d'imprévisible, d'humoriste, que la bourgeoisie française ne saurait jamais comprendre et avec lequel elle ne saurait rivaliser. Les fans de P. G. Wodehouse peuvent se retrouver dans l'équipe de Cameron (1). Personne ne saurait y prétendre dans celle de M. Sarkozy. Nous sommes aux antipodes.

Blair et Gordon Brown sont des espèces qui traversent la Manche. Cameron et ses affidés, non. Typiquement British. Non pas l'image traditionnelle du major Thompson de l'armée des Indes que de cette Angleterre géorgienne fin dix-huitième, pré-révolutionnaire, dont nos nouveaux aristocrates sont non tant les héritiers que les rénovateurs.

Au sein de l'actuel parti conservateur, on trouve une aile droite nostalgique de l'ère Thatcher, surtout les plus jeunes, radicaux, qui ont oublié les causes de la chute de la dame de fer, et une aile gauche, du conservatisme compassionnel, sociale-chrétienne, pour ce qu'il en reste outre-Manche. Mais être

un tory ne ressort pas des idées mais du comportement, du mode de vie, inné ou formé à Eton.

Qu'est-ce que les nouveaux tories du XXI^e siècle peuvent apporter à la Grande-Bretagne et à l'Europe ? D'abord un coup de neuf : frapper d'obsolescence tous les vieux pantins, à commencer par Gordon Brown. Celui-ci n'est pourtant pas mal du tout. Avec son bon sens écossais, il a tenu bon dans la crise et a montré la voie bien plus sûrement que les Merkel et Sarkozy. Il n'y a pas de raison objective de le sanctionner. Les électeurs britanniques le savent et lui conserveront leur confiance en nombre plus important que prévu. C'est la voix de la sagesse. Mais il ne fait rien par ailleurs pour ne pas paraître ringard, lui et les siens. Dans une société de communication, hélas cela se paye. Il avait agi ainsi par réaction contre le blairisme qui avait trop accentué la manipulation de l'information comme cela a été évident dans la guerre d'Irak. Il paye aussi. La communication à la Cameron, c'est autre chose. C'est plus subtil. C'est l'inconscience programmée, l'irresponsabilité. Le n'importe quoi, à la limite de l'insouciance, dans la grande tradition de l'aristocratie de naissance, Noblesse oblige.

L'Europe va en être tout ébouriffée. On imagine mal un dialogue entre Merkel et Cameron ou Sarkozy et Cameron. La Manche va tout à coup redevenir un précipice, l'Angleterre une île comme le

disait le général de Gaulle. Faute que le Royaume Uni s'eupéranise, peut-on croire en une influence de la nouvelle Albion sur de jeunes européens ? On l'a vu dans les années soixante, les *swinging sixties*. On pourrait donc le revoir. Les libéraux allemands, les eurosceptiques de tous bords, les extrêmes droites néerlandaise ou scandinaves, ne seront pas insensibles aux charmes de Portobello (le marché chic de Notting Hill). Drôle de compagnie direz-vous ? Mais c'est celle des privilégiés de notre époque. Certes minoritaires, mais Londres a toujours été meilleur à organiser la résistance qu'à rejoindre le consensus continental.

Changer de camp et d'ère en plein milieu d'une crise économique et sociale aurait quelque chose de réellement audacieux. La sagesse commande aux Britanniques de ne pas changer de chevaux au milieu du gué. Mais s'ils le faisaient, choisissant quasiment l'inconnu, l'aventure, le grand large comme disait Churchill, ils pourraient soit réveiller l'Europe reconstituant une identité continentale face à l'insularité retrouvée, soit lui donner le coup de grâce en s'affirmant comme un contre-modèle attractif. Le dilemme, jusqu'alors britannique, serait alors transposé aux Européens.

Yves LA MARCK

(1) Pelham Grenville Wodehouse (1881 - 1975) est un prolifique auteur comique britannique dont les romans sont pour la plupart situés dans le milieu de la *gentry* britannique.

☞ Cf. le roman de Rachel Johnson (sœur du nouveau maire de Londres, conservateur non-conformiste) - « *Le diable vit à Notting Hill* », Éd. de Fallois, 2010, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

BRÈVES

◆ **PORTUGAL** - Alors que le Portugal célèbre cette année le centenaire de l'instauration de la République, les monarchistes portugais ont tenu à fêter à leur manière le 14^e anniversaire de Dom Afonso le fils aîné du duc de Bragança, chef de la Maison royale. Dans la nuit du 25 mars ils ont été clandestinement accrocher un gigantesque drapeau de six mètres sur quatre en haut du mat qui surplombe le Parc Edouard VII à Lisbonne. L'étendard, aux couleurs de l'ancien drapeau de la monarchie constitutionnelle, a été hissé en berne pour « *montrer l'état actuel lamentable de la nation* » selon un des organisateurs.

◆ **ROUMANIE** - Le site de la Maison royale de Roumanie annonce que Nicolas, fils de la princesse Hélène de Roumanie, est devenu le 1 avril 2010, jour de son 25^e anniversaire, Son Altesse Royale le Prince Nicolas de Roumanie. Ceci en application des nouvelles Lois fondamentales de la Maison royale, fixées en 2007 par le roi Michel I^{er}. Le roi Michel n'a eu que deux filles, la princesse Margarita, actuelle princesse héritière, qui n'a pas d'enfant et la princesse Hélène.

◆ **CAMBODGE** - L'ancien monarque, Norodom Sihanouk, le *roi-père*, qui était depuis sept mois à Pékin où il séjourne régulièrement pour suivre des traitements médicaux, est rentré au Cambodge où il a été accueilli à l'aéroport par le Premier ministre Hun Sen. En dépit de son abdication en octobre 2004 au profit de son fils le roi Norodom Sihamoni, Nododom Sihanouk, âgé de 87 ans, demeure un personnage capital dans le pays et il n'hésite pas à commenter sur son site internet l'actualité politique.

◆ **ESPAGNE** - Après avoir participé au Kenya au 14^e sommet Afrique-Moyen Orient des microcrédits, la reine Sophie d'Espagne s'est rendue en Éthiopie afin d'y visiter plusieurs projets de développement mis en place par la Coopération espagnole. La reine a été reçue par le président éthiopien Woldegiorgis au Palais national ou Palais du Jubilé, construit pour les 50 ans de règne de l'empereur Haïlé Sélassié.

◆ **LUXEMBOURG** - La Grande-Duchesse Maria Teresa du Luxembourg avait, il y a un an après une visite au Burundi, lancé un appel en faveur des détenus « *dans des conditions inhumaines* » des prisons burundaises. Elle vient de remercier le président Pierre Nkurunziza qui vient d'accorder une large grâce « *à des milliers de prisonniers burundais dont les mineurs détenus dans les onze prisons du pays* ».

◆ **BELGIQUE** - Des Belges francophones viennent de créer une *Association des royalistes de Belgique* visant à « *regrouper tous les francophones qui estiment que la monarchie belge de type constitutionnel est le meilleur moyen de gouvernement au niveau de l'État fédéral et au niveau des états fédérés de Belgique* ». Dans la « *fidélité à la Constitution et aux lois du peuple belge ainsi qu'à la monarchie constitutionnelle* » elle « *visent à amener les royalistes à prendre conscience du rôle qui leur incombe dans la communauté belge* ». Dirigée par Pierre Uhlrig et Jean Pierre Magotteaux, l'association est dotée d'un site internet et d'un blog.

☞ <http://membres.multimania.fr/royalistebelgique/>

☞ <http://royaliste.over-blog.com/>

Quelle politique choisir ?

Jacques Weber a commencé sa carrière comme chercheur de l'ORSTOM où il a fait des recherches en économie rurale dans le Sahel. Pressenti par l'IFREMER, il a ensuite créé le premier département d'économie des pêches en France, qu'il a dirigé de 1985 à 1990 avant de devenir le premier directeur de l'Institut Français de la Biodiversité. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Jacques Weber explique ce qu'il en est de la biodiversité et clarifie le débat sur le réchauffement climatique avant d'examiner les liens entre l'écosystème et la crise économique.

■ **Royaliste : De la survie des baleines au réchauffement climatique en passant par les taxes carbone, l'écologie regroupe pour le profane un fouillis de sujets sans relations évidentes les uns avec les autres. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?**

Jacques Weber : Commençons par définir la biodiversité, puis voyons ce que cette biodiversité représente dans l'économie et ce que nous, nous représentons dans cette biodiversité, pour aborder ensuite la question du climat et de la crise économique.

La biodiversité c'est le monde vivant. Si nous définissons la biodiversité de cette manière là il est facile de comprendre que nous, organismes vivants, nous faisons partie de ce monde vivant. Cela a une conséquence anthropologique immédiate : nous voici en train de remettre en cause la grande fracture opérée par les Lumières entre nature et culture ; entre les humains sujets de droit et la nature sim-

ple collection d'objets à la disposition des premiers. Cette césure là ne tient plus dès lors que nous nous rendons compte que nous sommes nous-mêmes membres de cette communauté des organismes vivants.

La biodiversité serait le produit de la multitude d'interactions entre organismes vivants dans des milieux en changement, ceci du niveau le plus restreint jusqu'au niveau planétaire. Les mots clés de cette diversité du vivant sont : variabilité, instabilité, changement ; et en aucun cas équilibre et optimum. Autre conséquence de cette définition : les niveaux d'observations définis par les scientifiques ne sont que des niveaux commodes d'observation et n'ont rien de naturel.

Le premier, c'est celui des gènes. Quel est l'intérêt de ce niveau génétique d'observation du vivant, de cette biodiversité intra-spécifique ? Pour les scientifiques elle est la clé de l'évolution à l'intérieur d'une espèce. Elle est en

même temps l'assurance-vie d'une espèce.

Voilà un autre niveau : qu'est-ce que c'est qu'une espèce ? On considère habituellement que deux organismes font partie de la même espèce lorsque le produit de leur accouplement est lui-même reproductible. S'il est stérile, alors ces deux organismes ne sont pas de la même espèce. Cette définition fournit une frontière, la **barrière d'espèces**. Vous savez quelles conséquences ça aura : le principe même de la manipulation génétique, c'est de franchir la barrière d'espèces.

■ **Royaliste : On voit en effet se profiler la question des OGM. Nous avons maintenant des définitions pour la biodiversité, somme des interactions du vivant, et pour les espèces. Comment ces espèces apparaissent-elles ?**

Jacques Weber : La vision qu'on en a actuellement s'est enrichie depuis Darwin. En informatique il est un cas très connu qui s'appelle *le Jeu de la vie* qui est dû à John

Conway (1). En quoi consiste-t-il ? Il y a quatre ou cinq instructions très simples en langage informatique qui vont faire *émerger* sur l'écran des objets qui ne découlent pas de la programmation. Ce *Jeu de la vie* sert beaucoup aux mathématiciens pour explorer les concepts d'émergence. Les biologistes à l'heure actuelle considèrent que le système vivant planétaire, qui est extrêmement adaptatif à des conditions locales extrêmement différentes, produirait des émergences adaptatives locales, qu'après coup nous appellerions des espèces.

■ **Royaliste : S'il y a tant d'espèces et de possibilités d'émergence, et une telle capacité adaptative, pourquoi doit-on s'inquiéter de la disparition d'une espèce particulière ?**

Jacques Weber : Ce qui inquiète le monde scientifique, ce n'est pas la disparition de l'espèce elle-même, c'est qu'elle va emmener avec elle un nombre non connu d'interactions avec d'autres organismes.

Nous parlions d'écosystème : la définition actuelle de l'écosystème, c'est le produit des interactions entre les organismes vivants dans un milieu lui-même en changement. Si vous concevez le monde vivant comme une multitude d'interactions, alors on ne sait pas à partir de quel niveau de perte d'interactions

ce qui reste du système s'effondrera sur lui-même, et nous avec puisque nous en faisons partie. C'est vrai que le monde vivant est extrêmement adaptatif. Pourquoi s'inquiéter ?

Parce que pour s'adapter le système vivant a besoin de temps, et que nous ne sommes pas dans des vitesses de changement, mais dans des accélérations du changement. Les scientifiques se demandent jusqu'à quelle rapidité d'accélération des processus la vie restera capable de s'adapter ; et ils ont des doutes face à l'incroyable accélération de ces processus.

■ **Royaliste : Ceci nous amène aux liens entre biodiversité et économie. Quels sont-ils ?**

Jacques Weber : Ils sont essentiels. Pensez-y : tout ce que nous mangeons provient du monde vivant. Nos vêtements aussi, même si ce sont des objets synthétiques puisqu'ils proviennent du pétrole qui n'est jamais qu'un legs du vivant d'autrefois. Et si nous digérons notre repas, c'est encore grâce à la collaboration dans notre système digestif d'un kilo et demi de bactéries.

Venons-en à l'économie. Quelle est la part des matières premières, quelle est la part des technologies provenant de ou issues du monde vivant ? Nous avons découvert qu'il n'y a pas un seul secteur d'activité qui dépende de moins de 30 % à 40 % de ces matières premières du monde vivant, voire beaucoup plus. Voici le contexte clé aujourd'hui pour analyser les aspects économiques de la biodiversité : si nous faisons partie du monde vivant nous faisons partie de l'écosystème, nous essayons de l'utiliser pour nos fins égoïstes, parmi d'autres espèces avec lesquelles nous vivons à la fois en compétition et en coopération. Nous retirons de l'écosystème des services que nous utilisons de façon gratuite du seul fait que nous participons de l'écosystème. Il s'agit par exemple de la purification de l'eau, du nettoyage de l'air,

etc. Ces *services écologiques*, il nous est fait obligation d'en entretenir la disponibilité puisqu'ils sont vitaux pour nous.

La première tentative de prendre en compte cette réalité a été de mettre un prix sur les éléments du vivant pour pouvoir imposer des règles. Cette méthode n'est pas très bonne, et les économistes l'ont remplacée par le concept de service écologique, partant du constat que mettre un prix sur le vivant ne dit pas la valeur du vivant. Le concept est intéressant car ces services vitaux pour les humains, on est capable d'en faire une liste finie. Parce qu'ils sont vitaux et aussi longtemps qu'on n'est pas capable de les produire, nous avons l'obligation de consentir les coûts nécessaires à l'entretien de ces services. Grâce aux travaux autour de Bernard Chevassus-Aulouis sur l'économie de la biodiversité, cela commence à se faire et en France et dans les calculs d'impact des infrastructures notamment, les coûts de maintenance ou de restauration des services écologiques seront pris en compte.

■ **Royaliste : Venons-en maintenant à la crise. Quels sont ses liens avec l'écosystème et le service écologique ?**

Jacques Weber : Les journaux disent que la crise a été une débâcle temporaire au plan boursier, avec effondrement des cours consécutif à une énorme spéculation sur le pétrole, les matières premières et les produits alimentaires. Les économistes de l'environnement dont je suis considère que le problème réel était ailleurs, dans le fait que l'on fonctionne dans un système où les ressources naturelles n'ont absolument aucune valeur. Un tel comportement aberrant réside dans les systèmes d'incitations auxquels sont soumis les acteurs économiques. À l'heure actuelle, la quasi-totalité des charges et des régulations pèse sur le capital manufacturier (l'outil de travail et les infrastructures), et sur le capital humain (le travail et les compétences). Le capital



naturel, qui est l'ensemble des écosystèmes et ce qu'ils contiennent, ne supporte aucune forme de charges.

Il est temps de basculer les systèmes de régulation, d'alléger la pression sur le capital manufacturier et humain et de reporter ces charges sur le capital naturel. L'enjeu de tout cela c'est de rendre rentable le fait de maintenir ou d'améliorer les potentiels naturels. Le principe même de la taxe écologique, c'est celui-là. C'est remplacer les taxes existantes par une taxe sur autre chose. Pour qu'une taxe écologique soit recevable, il faut bien sûr qu'elle soit assortie de la suppression d'une ou de plusieurs taxes d'un rapport équivalent ou supérieur. À partir de là les termes de la confiance sont bien établis : il n'y a pas d'alourdissement fiscal, il y a substitution de taxes. Voilà le jeu des incitations économiques telles qu'on peut les utiliser.

■ **Royaliste : Les analyses que vous nous présentez sont dans les mains des gouvernements, la méthode est mise en œuvre dans certains pays depuis plusieurs décennies. On aurait alors pu s'attendre à un large consensus lors de la réunion de Copenhague. Or on a abouti à un échec retentissant. Quelle est donc la cause de cet échec ?**

Jacques Weber : L'échec de Copenhague n'est pas pour moi un échec : on a commencé par se mettre d'accord sur les désaccords, ce qu'en

anthropologie on nomme *l'établissement de la situation initiale*. On a pu réunir les partenaires en désaccord autour d'une table, et on peut espérer un accord solide dans les deux années qui viennent. On n'a de toute façon pas le choix : le niveau de régulation doit être planétaire. On se dirige d'ailleurs vers la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, qui regrouperait la FAO, le PNUD, le PNUE dans une seule structure mondiale avec pouvoir de mise en œuvre des décisions environnementales des États membres (sur le modèle de la banque mondiale). Elle ne pourrait donc pas porter ombre aux États, puisqu'elle appliquerait leurs décisions.

On pourra alors envisager l'instauration de taxes et de redistributions au niveau mondial, par exemple une taxe sur l'énergie qui frapperait la consommation énergétique depuis l'extraction jusqu'à la consommation finale du produit, redistribuée en raison inverse de la consommation d'énergie. Il y a là un mécanisme contrôlable, transparent et efficace de financement du développement, puisque les pays les plus pauvres sont aussi les moins énergivores.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR par François Villemonteix

☞ (1) http://fr.wikipedia.org/wiki/Jeu_de_la_vie

Le compagnon des Grands

Georges Boris fut un homme de l'ombre pour qui ne voulait pas voir que son influence discrète, non secrète, était due à son courage, à son intelligence politique, sa culture, ses innombrables talents. Telle que la retrace Jean-Louis Crémieux-Brilhac, sa vie a valeur d'exemple.

Exemple de courage, de tous les courages. Georges Boris est né dans une famille de bourgeois aisés et il aurait pu faire tranquillement prospérer les affaires familiales au Brésil, où son père l'avait envoyé...

Mais à Fortaleza, le jeune homme découvre la misère - qu'il verra d'encore plus près à Ceylan - et son activité de négociant ne lui donne pas le goût du profit mais la passion des relations économiques internationales.

C'est donc un économiste de gauche qui rentre en France, à une époque où l'économie est négligée ou mal traitée par les libéraux comme par les marxistes. Qu'on n'imagine pas une rupture romantique avec sa famille : ce sont des Lorrains qui ont choisi la France en 1871, des patriotes français, républicains et laïcs, des juifs qui ont souffert de l'antisémitisme à l'époque de l'Affaire Dreyfus. C'est parce qu'il descend de Baruch lorrains que Georges Boris sera insulté et calomnié de manière

abjecte par la presse d'extrême droite dans les années trente puis sous la IV^e République. Il va presque sans dire que ces torrents de boue ne le firent pas dévier de son chemin : il avait 52 ans à la déclaration de guerre mais il décida néanmoins de s'engager dans l'Armée, puis de poursuivre le combat à Londres lorsque la bataille de France fut perdue (2), enfin d'assumer la fonction capitale et épuisante de chargé de mission du Président du Conseil pendant les sept mois et dix-sept jours du gouvernement Mendès France.

On peut s'interroger sur la cohérence de ces choix. C'est là une question passionnante, complexe mais secondaire. Il y a là une cohérence supérieure : celle qui consiste à servir successivement trois hommes d'État et, parmi eux, le plus grand de notre histoire moderne.

Magnifique exemple d'intelligence politique, que les hauts conseillers d'aujourd'hui devraient méditer. Georges Boris est l'un des rares hommes de gauche à avoir compris que l'État qui s'incarne dans un *grand homme* permet de servir dans le même temps l'État et le grand homme, sans renier ses fidélités et ses convictions, sans en venir à tuer le père pour prendre sa place. À Londres, Georges Boris est un gaulliste de gauche, fidèle à Léon Blum. Après de Pierre Mendès France, il ne renie pas

Charles de Gaulle et le Général qui lui exprimera jusqu'à la fin sa fidèle amitié. Le lien indéfectible entre ces hommes, c'est la guerre, la confrontation directe avec la mort, l'enthousiasme de la Libération - et ce lien est assez fort pour que Georges Boris puisse conseiller sans vexer, servir sans être humilié, critiquer sans être remercié. L'idée que chacun doit servir à la place offerte par les circonstances historiques, pour une cause qui rassemble et dépasse les serviteurs de tous rangs, est pour le moment perdue - du moins dans les hautes sphères.

Je ne peux revenir ici sur l'histoire de la France libre (3) et sur les conflits qui eurent lieu à Londres et à Alger - dont Georges Boris et Jean-Louis Crémieux-Brilhac furent acteurs et témoins. Mais ceux qui sont impressionnés par le discours sur la *France coupable* de complicité dans la Solution finale auront avantage à lire les pages (170-176) consacrées à la campagne menée par la France libre - par la France - contre les déportations de Juifs organisées par le *pouvoir de fait* installé à Vichy.

Autre leçon de cette vie exemplaire : la rigueur du journaliste. Avant la guerre, Georges Boris dirigea *La Lumière*, hebdomadaire d'éducation civique et d'action républicaine, qui pourrait servir d'exemple à la gauche

d'aujourd'hui par son ouverture d'esprit, le sérieux de ses analyses économiques et la force de ses propositions : nationalisation de l'électricité, des chemins de fer, des industries d'armement, réforme du statut de la Banque de France... Étranger au marxisme, sans lien avec les communistes, Georges Boris restera fidèle à la doctrine du socialisme français enrichie par la lecture dès 1936 de la *Théorie générale* de Keynes qu'il expose à Léon Blum et au tout jeune Pierre Mendès France afin que cette nouvelle conception de l'économie soit immédiatement mise en pratique. Le projet dirigiste (et salvateur) de Léon Blum sera rejeté par le Sénat - la trahison des radicaux mettant fin au Front populaire.

Georges Boris défendra ses idées à Londres, où se forge le programme du CNR, puis à la Libération. Tels que les relate en témoin, en acteur et en historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac, les débats sur la politique de reconstruction économique et de justice sociale retentissent aujourd'hui encore très fortement - même si la situation n'est heureusement pas comparable. Les nationalisations, le Plan, la Sécurité sociale : on mesure l'ampleur de la révolution accomplie, sans négliger les erreurs et les timidités... L'époque n'a pas la beauté d'une légende et Georges Boris n'est pas héroïsé par son biographe et ami. Il s'agit **simplement** de l'histoire de quelques hommes qui ont voulu relever la France après une bataille perdue.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Jean-Louis Crémieux-Brilhac - « *Georges Boris, Trente ans d'influence, Blum, de Gaulle, Mendès France* », Gallimard, 2010, prix franco : 27 €. [➔ Achat immédiat](#)

📖 (2) Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac - « *Les Français de l'an 40* », 2 tomes, Gallimard, 1990, prix franco : 60 €. [➔ Achat immédiat](#)

📖 (3) du même auteur - « *La France libre, de l'Appel du 18 Juin à la Libération* », Gallimard, 1996, réédité en 2001, collection Folio (2 volumes), prix franco : 24 €. [➔ Achat immédiat](#)

**Pensez
à notre
souscription !**

[Je donne maintenant](#)

Anagni, hier et encore

Il faut évidemment se méfier des analogies historiques qui, le plus souvent, violentent les événements et leur signification originale, au prix d'impossibles anachronismes. Mais tout de même ! « *L'attentat d'Anagni n'a cessé de retentir à travers les siècles. Cet acte proprement inouï saisit le monde de stupeur : s'emparer d'un pape, menacer de le déposer et de le juger, et peut-être même de le frapper, c'étaient là des gestes sans précédent, sacrilèges presque impensables.* » Cela se passait le samedi 7 septembre 1303, dans une ville non loin de Rome. Cinq cents cavaliers et un millier de fantassins, sous la conduite de Guillaume de Nogaret, agent du roi de France, Philippe le Bel, et de son complice Sciarra Colonna, investissent la place pour s'assurer de la personne du pape Boniface VIII, afin de régler un grave conflit de prérogatives et de légitimité qui oppose le capétien à l'évêque de Rome. Mais ce qui se passe en ce moment même avec le pape Benoît XVI, lointain successeur de Boniface, n'est-il pas apte à un rapprochement significatif ? Des avocats américains, forts de la légitimité victimaire entendent se saisir de la personne du pape Ratzinger pour le faire comparaître devant la justice américaine, en escomptant braver l'immunité qui s'attache à un chef d'État. Et les motifs allégués, même s'ils appartiennent à des contextes culturels très différents, ne sont pas sans parenté. Il s'agit aussi de délégitimer l'autorité papale, de soumettre le successeur de Pierre à un procès pour indignité. L'effet escompté est bien l'effondrement d'un type de légitimité et l'affirmation d'une sorte de prépondérance absolue de l'autorité civile et judiciaire.

Encore une fois, ce rapprochement a de quoi faire hurler les esprits pointilleux, mais tout de même il a mérite de donner à penser sur les conflits d'autorité et les enjeux symboliques de certains coups d'éclat médiatiques, en relation avec les conflits sociaux et idéologiques. Dans un monde prétendument sécularisé, il y a un immense profit qui associe volonté de puissance et intérêt pécuniaire, pour un avocat américain à se payer le pape. C'était déjà le projet de Guillaume de Nogaret de se payer Boniface VIII, en alléguant - déjà oui ! - des motifs d'indignité morale. Mais il est vrai que d'énormes différences empêchent de poursuivre trop loin l'analogie. Le maître de Guillaume, Philippe le Bel, petit-fils de Saint Louis, n'entend nullement mettre en cause la papauté dans son essence ou encore dénier la dignité du spirituel. C'est en prince chrétien, sûr de son bon droit et de ses prérogatives de Fils aîné de l'Église qu'il entend agir. Cependant la querelle qui l'oppose au pape, Boniface, lui aussi doté d'un solide caractère, est grosse d'implications théologiques et politiques, au point d'ébranler l'édifice de la chrétienté telle qu'elle s'est construite sur les ruines de l'Empire romain et sous l'autorité de l'évêque de Rome.

On comprend qu'un sujet aussi capital ait requis l'attention de Ran Halévi et on se félicite de la sagacité qui lui a fait désigner Guillaume de Thieulloy pour le traiter avec la science nécessaire. Il fallait, en effet, l'association de l'historien, du philosophe, du politologue et du théologien

pour prendre la vraie mesure d'un événement de portée nationale et universelle. Anagni appartient bien à *ces journées qui ont fait la France*, mais cette journée a aussi déterminé l'avenir de l'Europe ainsi que la réflexion sur la nature du théologico-politique dont la portée est universelle. En s'attaquant aux prérogatives pontificales qui n'assuraient pas seulement la puissance politique de la papauté, le roi de France provoque la dissociation de la chrétienté. Le pape va perdre son pouvoir de déposer les rois, et la chrétienté va laisser la place aux États-nations. Faut-il conclure avec Guillaume de Thieulloy que la politique ne sera désormais « *qu'affaire de rapports de forces entre les entités aveugles et abstraites que deviennent plus tard les États-nations européennes.* » Je suis plus nuancé, en raison même des contradictions soulignées par l'intéressé. Il faudra tout de même attendre la Réforme pour que soit compromise l'unité spirituelle de la chrétienté et le XVIII^e siècle pour que soit gravement atteinte la référence commune au corpus biblique. Mais la synthèse théologico-politique médiévale souffrait en elle-même de graves contradictions qui ne pouvaient que créer les conditions d'une rupture.

La première d'entre elles me paraît tenir dans la notion de pouvoir direct de l'Église dans le domaine politique. Ce pouvoir se justifie par la compétence de l'autorité pontificale à juger le temporel sous l'aspect moral et plus spécifiquement celui du péché. Mais faut-il aller jusqu'à cautionner les conceptions de l'augustinisme politique - dont le rapport à l'Augustin de la *Cité de Dieu* est d'ailleurs très problématique - qui met le temporel sous l'autorité entière du spirituel ? Dans ce cas de figure, le spirituel ne risque-t-il pas de souffrir d'une véritable captation de la *libido dominandi* ? Toujours est-il que la difficulté de distinguer les domaines ne peut qu'attiser les conflits et aviver le désir d'autonomie de la part des rois de la chrétienté. Guillaume de Thieulloy note que

« *Boniface VIII y compris dans ses affirmations les plus autoritaires, les plus conformes à l'idéal type du pontife médiéval, ne pensait pas la chrétienté en termes sensiblement différents de ceux de Philippe le Bel au sujet du royaume.* »

Cependant, il apparaît que pour faire valoir ses revendications, Philippe le Bel se trouve dans l'obligation de contester en même temps les prérogatives pontificales à l'intérieur du royaume et la légitimité spirituelle du pape lui-même. Le roi va même jusqu'à préconiser un concile général pour juger et démettre un pontife accusé d'hérésie. L'hérésie « *représente l'unique cas où un fidèle n'est pas tenu d'obéir au souverain pontife, où il est même obligé de lui résister en force.* » L'accusation fut donc portée et argumentée par un autre Guillaume, du Plaisians, qui ne lésine pas sur la gravité des griefs adressés à Boniface VIII. Il est à noter que ce réquisitoire est prononcé devant *les états du royaume*, c'est-à-dire une assemblée qui représente la nation elle-même et dont la signification est singulièrement lourde, parce qu'ils annoncent le peuple lui-même constitué en corps, au-delà des structures de la féodalité. « *Le peuple de France se reconnaît à présent comme une entité souveraine.* » Il y a donc à partir de ce conflit une sorte de détermination irréversible dont nous sommes toujours les héritiers. Par la suite, d'autres théorisations de la souveraineté allaient naître et les relations entre spirituel et temporel se reformuler, sans qu'on puisse être assuré que les querelles d'autrefois aient été vraiment dépassées ou liquidées. ■

📖 Guillaume de Thieulloy - « *Le pape et le roi - Anagni* », nrf Gallimard, Les journées qui ont fait la France, prix franco : 22,50 €.

🛒 [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Jean Calvin

Spécialiste des XVI^e et XVII^e siècles, Aimé Richardt, après son Luther, nous donne à lire un Calvin figure éminente de la Réforme et remarquable écrivain mais pour lequel le mot *amour* ne semble pas faire partie de son vocabulaire.

Jean Calvin est né le 10 juillet 1509 à Noyon, baptisé le même jour. Son père, titré *bourgeois*, fréquentait le monde ecclésiastique, il obtint de l'évêque des lieux des prébendes pour ses trois fils qu'il destinait à des carrières d'église. À l'âge de onze-douze ans, Jean part pour Paris faire ses humanités, suivent quatre années de rudes et austères études qui le conduisent à la *maîtrise es Arts* (latin, philo). Elles lui ouvrent les portes de la fac de théologie. C'est alors que son père l'oblige à s'inscrire en droit à Orléans puis à Bourges.

À Orléans, il renoue avec un camarade Melchior Volmar qui l'initie aux thèses réformatrices de Luther ; séduit, il se convertit avec enthousiasme. En 1532, il publie, à compte d'auteur, son premier livre, un commentaire d'un traité de Sénèque le Jeune qui n'obtint aucun succès sinon de ruiner provisoirement son auteur. C'est ainsi qu'à vingt-trois ans il se retrouve démuné, vivotant en donnant quelques cours et, à l'occasion, prêtant sa plume. En 1533, le chancelier de la très catholique université de Paris, Nicolas Cop, incapable notoire devait prononcer un discours saluant la rentrée universitaire, il en confia la rédaction à Calvin ; les auditeurs stupéfaits entendirent alors un éloge des thèses d'Érasme et de Luther. Le

scandale fut énorme, Cop et Calvin durent s'enfuir, à Bâle pour ce dernier où il rédige la première édition de son œuvre maîtresse *L'Institution de la religion chrétienne* dans laquelle il expose la doctrine de la réforme française. Pour certains, tel Théodore de Bèze il s'agit d'un livre qui vivra à jamais, pour d'autres tel le grand biographe de Calvin, Jean-Marie-Vincent Audin il s'agit d'un « *factum de quelques milliers de pages [...] où il n'y a rien de neuf dans ce livre si vanté* ».

Après quelques voyages ça et là, Calvin arrive à Genève, il y rencontre Guillaume Farel un fanatique qui s'était proclamé chef de la religion réformée - imposée par décret à tous les citoyens. Les deux réformés proposent aux autorités de définir une dogmatique dont nul ne peut échapper sous peine de bannissement. Ainsi est instituée, comme l'écrivit Audin, une « *théocratie de collège, à barrette de juriste, mesquine et tracassière* » vite devenue insupportable aux Genevois qui finissent par rejeter cette « *tyrannie bâtarde que lui avait apportée le fils d'un scribe de Noyon* ». Les deux comparses sont condamnés à l'exil. Calvin y restera peu de temps. À la suite d'évènements politiques troubles, il est rappelé à Genève et reçoit du consul de la ville mission de mettre de l'ordre dans l'Église locale. Il rédige des ordonnances

ecclésiastiques, et méthodiquement, de façon implacable élimine ses adversaires. Certains fuient, d'autres se soumettent ou tentent de s'opposer, c'est alors le glaive ou le bûcher. Du pauvre Gruet à Servet, figures emblématiques de la terreur imposée. Servet, protestant, a commencé à entretenir une correspondance avec Calvin, qui tourne rapidement à l'aigre, il entreprend un voyage à Genève, il y est promptement arrêté, incarcéré, torturé et condamné au bûcher. Son supplice fut affreux, Calvin prononça alors un charitable et fort évangélique éloge funèbre « *que les polissons n'aillent pas se glorifier de l'obstination de leur héros, comme d'une constance de martyr. C'est une stupidité de bête brute qu'il montra lorsqu'on vint lui annoncer son sort. Il ne cessait de beugler à la manière des Espagnols, miséricorde, miséricorde !* »

Calvin a gagné, à Genève il s'occupe de tout, de la coiffure des femmes, du costume des hommes, du nombre de plats à servir aux repas, il a institué dans chaque quartier un système basé sur *l'inquisition et la délation*. À partir de 1555, son pouvoir est incontestable, « *il contrôle tout, les syndics, le conseil, le consistoire, les pasteurs, l'université, les anciens, plus personne n'ose le braver, il a écrasé ses ennemis de*

l'intérieur, a supplicié les hérétiques, le calvinisme s'impose. » Cette république théocratique n'était rien d'autre que ce qu'aujourd'hui, en autres lieux, on appelle charia.

Pour les réformés, seules les Écritures sont sources d'enseignement. Érasme avait vu les limites qu'implique cette conception des choses. Les Écritures ne sont pas toujours claires, certains passages inaccessibles, les interprétations peuvent diverger. Calvin n'a aucun doute, il est bien le seul à voir et dire le vrai. Cette conception orgueilleuse de sa mission l'a conduit au totalitarisme clérical et aux pires extrémités.

À cela s'ajoute le développement de l'idée de prédestination selon laquelle le salut éternel est offert aux uns, refusé aux autres de toute éternité sans autre raison qu'à Dieu cela lui plait ainsi. Cette espèce de loterie divine et capricieuse est épouvantable. À quoi servent alors toutes ces luttes, ces disputes, ces exclusions, ces exécutions puisque tout est décidé même avant le commencement des temps.

Cinq siècles ont passé, quelle est la place de la doctrine réformée dans l'histoire du monde ? Michel Fromentoux en postface estime que Calvin est de la race des Saint-Just et Robespierre. On ne peut demander à ce maurassien de stricte observance de se démarquer de ce que son maître a pu écrire sur le protestantisme. Le calvinisme est à ses yeux la matrice de la Révolution française. Fromentoux actualise un peu la vieille théorie en voyant dans le développement de la Réforme, la *protestantisation* progressive de l'Église catholique. Une simple opinion sans doute bien discutable.

Michel FONTAURELLE

📖 Aimé Richardt - « *Calvin* », préface de Mgr Huot-Pleuroux et postface de Michel Fromentoux, Éd. François-Xavier de Guibert, prix franco : 23 € [Achat immédiat](#)

ADHÉRENTS

Nous publierons dans le prochain numéro de *Royaliste* les textes des motions et de la Déclaration de politique générale qui auront été adoptées lors de notre Congrès des 17 et 18 avril.

D'autre part tous les adhérents doivent maintenant avoir reçu le *matériel électoral* pour leur permettre de voter pour le renouvellement de notre Conseil national. Merci de noter que la **date limite de réception des bulletins de vote est le 10 mai**.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

- ▶ Buste de Louis XVI (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Buste de Marie-Antoinette (vieil or ou vieil argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys (dorée ou vieil or ou vieil argent) - 17 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys dorée 13 mm de haut.
- ▶ Double cœur vendéen (vieil or, doré ou argenté) - 24 mm.
- ▶ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ▶ Blason de France (trois

Duc de Vendôme

Après Nantes et Fontainebleau en avril, le prince Jean poursuit la tournée de présentation de son livre *Un prince français*. Il sera à Rouen le 18 mai et à Dieppe le 19 mai.

EURO

La nouvelle crise monétaire remet d'actualité le livre prémonitoire, paru en 2001, de Bertrand Renouvin et Sylvie Fernoy, *Le krach de l'euro*. Le livre est toujours disponible au prix de 13 €. [Achat immédiat](#)

fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

- ▶ Grandes Armes de France (émail bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ▶ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ▶ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.
- ▶ Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.
- ▶ Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.
- ▶ Sacré cœur sur drapeau royal (émail rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm de haut

Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm
attache de qualité
fabrication du
maître-médailleur Martineau

Prix franco : 8 €

[Achat immédiat](#)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 21 et 28 avril – Pas de conférence en raison des vacances de printemps.

● Mercredi 5 mai - L'un est de gauche : Jacques Julliard, éditorialiste du *Nouvel Observateur*. L'autre ne l'est pas : Bertrand Renouvin, éditorialiste de *Royaliste*. Tous

deux se sont intéressés à l'histoire du syndicalisme d'action directe avant 1914 et à l'histoire de la gauche en général. Dans l'accord ou dans la polémique, ils ont mené leurs réflexions et leurs combats au cours de la même période historique, qui se termine ces années-ci.

Tous deux avaient engagé un débat dans nos colonnes à l'automne dernier, puis Jacques JULLIARD a publié, en janvier 2010, ses vingt thèses pour repartir du pied gauche. Ils partiront de ce texte pour reprendre leur discussion sur « La gauche et l'avenir de la France ». Libres de toute arrière-pensée électorale, ils pourront réfléchir à la définition même de la gauche et à un projet possible pour cette famille politique - sans perdre de vue la crise majeure à laquelle la France et l'Europe sont confrontées

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

FACEBOOK

Le groupe "*Nouvelle Action Royaliste*" lancé récemment à l'initiative d'un de nos abonnés, vient d'atteindre la centaine d'adhérents. Rappelons qu'il a pour vocation première d'annoncer nos réunions et publications. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

<http://www.facebook.com/>

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

[Faire un don en ligne](#)

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Il n'y a pas de complot

Le jeudi 8 avril, *Le Figaro* affichait la photo de l'épouse de Nicolas Sarkozy en première page avec ce titre étalé sur cinq colonnes : « *Nous ne sommes victimes d'aucun complot* ». Le même jour, la Grèce recommençait à glisser brutalement, sur la pente infernale de l'emprunt et de l'endettement.

Je souhaiterais que les historiens de l'avenir retiennent cette page et ce moment de la crise terminale de la zone euro. Des conseillers de la présidence et le journal de la classe dirigeante ont été mobilisés pour qu'une femme, qui n'est rien dans l'État, s'emploie à démentir une rumeur insignifiante qui avait été présentée comme l'effet d'un complot politique. Le traitement du reste de l'actualité n'est pas moins étonnant : en surtitre et en grosses lettres rouges, *Le Figaro* nous avertit qu'il y aura « *interdiction totale avant l'été* » de la burqa. A gauche, sur une colonne, s'entassent les annonces de sujets renvoyés aux pages intérieures : l'accord entre Américains et Russes sur les armes nucléaires, le cours du dollar, la visite à Paris du Premier ministre turc...

Pierre Bourdieu avait raison : les grands médias ne nous informent pas sur les affaires du monde, mais sur ce qui intéresse leurs journalistes. Il est bon de prendre cet angle de lecture, qui permet d'éviter les analyses dramatisantes : on ne nous cache pas la vérité, « *nous ne sommes victimes d'aucun complot* » pour reprendre la formule attribuée à celle qu'on présente comme *première dame de France* (1) et il n'y a pas l'ombre d'un totali-

tarisme insidieux dans les grands médias. Simplement, on évite autant que possible les sujets qui fâchent, sous prétexte que *les gens n'y comprennent rien*. En matière économique et financière, la crainte des colères élyséennes, la prudence à l'égard des actionnaires (surtout les banquiers) et la paresse de certaines « grandes plumes » s'abritent derrière un mépris de fer pour le peuple français.



Il est cependant possible de s'informer chaque jour sur la crise en cours : la presse financière, qui a l'avantage de se présenter comme telle, est riche d'informations intéressantes et les blogs spécialisés font un remarquable travail de recherche et de pédagogie (2). Mais s'informer demande beaucoup de temps. Chaque quinzaine, nous présentons des analyses synthétiques et des perspectives à court ou moyen terme mais, quand la crise flambe, nous sommes dépassés. J'écris en ce dimanche 11 avril, au moment où une téléconférence des membres de l'Eurogroupe est consacrée au cas désespéré de la Grèce : l'État emprunte pour payer les intérêts de ses emprunts précédents et financer ses dépen-

ses courantes à des taux qui alourdissent ses charges. Cet étranglement étant visible, les spéculateurs qui prêtent à la Grèce exigent un taux de plus en plus élevé – et serrent encore le nœud financier. Je ne peux prévoir les faits que vous connaîtrez quand vous lirez ces lignes mais l'analyse peut être ainsi cadrée :

Les principaux dirigeants européens avaient décidé en mars de promettre une aide à la Grèce sans rien lui donner : la reprise de la spéculation est logique et les parades à la catastrophe viennent trop tard. Après la Grèce, ce sera le tour du Portugal et d'autres pays membres de la zone euro. Nous ne serons pas épargnés : la tempête menace déjà les banques françaises et allemandes, très exposées en Grèce notamment.

La Banque centrale européenne, les gouvernements français et allemands et le FMI sont totalement d'accord pour lutter contre la crise de la dette par des mesures imbéciles, meurtrières pour la population : pour réduire les déficits budgétaires qui déchaînent les spéculateurs contre les États, les hauts responsables imposent des réductions de dépenses publiques et des baisses violentes de salaires qui aggravent la logique de récession ou empêchent la reprise et qui, par conséquent, creusent encore les déficits publics.

Pas de solutions à la crise tant que les oligarques ne seront pas eux-mêmes licenciés.

Bertrand RENOUVIN

(1) Madame Sarkozy, personne privée, m'est indifférente. Je l'évoque parce qu'elle joue divers rôles dans le *casting* de la propagande sarkoziste.

(2) Pour suivre la crise monétaire et financière, il importe de lire chaque jour le blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>